

AMERIQUE LATINE, CARAÏBES, ISLAMISME ET TERRORISME

*Par le Général (CR) Jean-Paul HUSTE,
chercheur associé à l'ESISC*

Les récentes exhortations d'al-Qaïda à porter le fer et le feu contre les sources d'approvisionnement pétrolier des Etats-Unis partout dans le monde et, en particulier, au Mexique et au Venezuela, sont venues rappeler que le terrorisme islamiste pourrait frapper les intérêts du pays à partir de ses marches sud.

Ressentie comme lointaine et hypothétique depuis les attentats anti-israéliens des années '90 en Argentine, la menace reprend donc de la couleur.

De fait, le risque existe en Amérique latine ou en zone Caraïbe d'un acte terroriste destiné à frapper les intérêts occidentaux. Bien que surveillé, l'environnement local peut aujourd'hui s'y prêter, de même que certaines circonstances exceptionnelles¹.

L'Islam en Amérique Latine et aux Caraïbes

Les estimations portant sur le nombre de musulmans dans la région varient largement selon que l'on s'attache à des origines géographiques lointaines ou bien à une référence religieuse actuelle.

Néanmoins, c'est bien cette dernière qui présente aujourd'hui l'intérêt le plus concret tant il est vrai que la présence de l'Islam sur ces terres américaines est aussi ancienne, ou presque, que la découverte du Nouveau Monde et qu'elle a été soumise à un effet de « *melting pot* » sous certains aspects plus puissant qu'au nord du Rio Grande.

- **Premières origines coloniales**

Une cinquantaine d'années après la découverte de l'île d'Hispaniola par Christophe Colomb en 1492 et le débarquement sur les côtes brésiliennes en 1500 du Portugais Pedro Alvares

¹ Comme la Coupe mondiale de Cricket (CWC), organisée cette année aux « Indes occidentales » et qui commence le 11 mars prochain. Elle a été précédée de matches amicaux depuis le 5 mars. Pays d'accueil : Jamaïque, Tobago, Barbade, St Kitts et Ste Lucie.

Cabral, les colonisateurs importèrent une main-d'œuvre d'esclaves africains. Elle était destinée à compenser l'effondrement démographique des populations autochtones dû aux maladies venues d'Europe et à la rudesse des travaux imposés.

Les premiers musulmans à fouler le sol américain au milieu du XVI^e siècle se trouvaient parmi les esclaves originaires des côtes d'Afrique occidentale.

Ces esclaves furent employés par les Espagnols dans les mines d'or de Colombie, du Venezuela et de l'Equateur ou dans les mines d'argent du Mexique et du Pérou. Les Portugais les firent venir à la même époque en très grand nombre au Brésil pour développer la culture de la canne à sucre. Au XVII^e siècle, l'implantation de cette même culture dans les Antilles fut à l'origine d'un très important afflux d'esclaves africains dans les Caraïbes.

Aucune rémanence culturelle de ces musulmans, qui ne furent qu'une minorité dans cette monstrueuse traite d'êtres humains, n'a subsisté.

Comme sur les cultures autochtones ou sur les autres cultures importées, s'appliqua une acculturation ibérique appuyée sur l'imposition de la religion catholique, des langues espagnole et portugaise et d'une puissante organisation administrative.

- **Arrivées ultérieures**

A compter de 1845 et jusqu'au début du siècle suivant, l'Angleterre organisa l'implantation dans les dépendances de la Couronne (îles Caraïbes, Guyana et Suriname) de près de 200 000 personnes en provenance de l'Inde et du Pakistan, parmi lesquelles se comptaient de nombreux musulmans.

Par ailleurs, passées les années des guerres d'indépendance du début du XIX^e siècle et lentement aboli l'esclavage, les gouvernements des nouvelles républiques américaines souhaitèrent renforcer et « civiliser » une population qui ne dépassait pas les 20 millions d'habitants sur l'ensemble de l'Amérique latine et composée pour l'essentiel d'amérindiens, de noirs et de métis.

Leur effort porta sur l'Europe « latine » mais leur appel fut entendu bien au-delà. Attirés par les perspectives de liberté et d'un eldorado économique, plusieurs millions d'immigrés débarquèrent en Amérique latine entre les années 1850 et le premier conflit mondial. L'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay en absorbèrent les trois-quarts².

Dans cette vague volontaire qui toucha les rives du sous-continent sud-américain se trouvaient quelques Bangladais et Pakistanais musulmans et surtout de nombreux ressortissants de pays du Proche-Orient qui cherchaient, semble-t-il, à fuir la domination ottomane. Il s'agissait de Syriens, de Libanais et de Palestiniens (« *los Turcos* »).

Une bonne partie d'entre eux, comme leurs homologues européens, s'installèrent au Brésil et dans les pays du cône sud. La Colombie et le Venezuela en accueillirent également mais dans une bien moindre proportion.

L'Amérique latine enregistra une dernière arrivée significative de Palestiniens et de Libanais à partir des années 1950, après la création de l'Etat d'Israël et du fait des troubles qui ont agité le Proche-Orient dans la deuxième partie du siècle dernier.

- **Caractéristiques actuelles de la communauté**

Les musulmans de l'Amérique latine et des Caraïbes d'aujourd'hui sont essentiellement les descendants des immigrés arrivés du Proche-Orient et du sous-continent indien au cours des deux siècles derniers.

Les effectifs se réclamant de l'Islam dans cet ensemble sont très approximativement évalués à quelque 2 millions de personnes dont à peine

² Entre 1880 et 1920, le Brésil accueillit 3 millions d'immigrés et l'Argentine 2,5 millions.

85 000 pour les îles des Caraïbes³. Ils représentent donc globalement 0,36% d'une population estimée à moins de 550 millions d'habitants.

L'histoire de leur arrivée se reflète encore largement dans leur répartition géographique.

Ainsi, le Brésil et l'Argentine comptent les plus importantes communautés musulmanes de la zone ibérique avec respectivement 0,7 et 0,6 millions de personnes. Trinidad et Tobago, le Guyana et le Suriname, avec des populations musulmanes allant de 65 000 à 85 000 individus, arrivent largement en tête parmi les anciennes possessions de la couronne britannique.

Les 5 pays les plus peuplés – Argentine, Brésil, Mexique, Colombie, Venezuela – sont aussi ceux qui comptent le plus grand nombre de musulmans.

Néanmoins, les ratios par rapport à la population globale avoisinent la moyenne de la zone Amérique latine-Caraïbes. Seule parmi eux, l'Argentine se distingue par une proportion bien supérieure, évaluée à 1,5% de sa population.

En revanche, c'est parmi les « petits » pays en termes de population que l'on trouve les proportions record de ressortissants musulmans : 6% à Trinidad et Tobago, 10% au Guyana, 20% au Suriname.

Les immigrants musulmans ont été acceptés par les sociétés qui les ont accueillis et sont parvenus jusqu'ici à s'y intégrer.

Le commerce a constitué et continue à représenter, notamment dans le cône sud, leur secteur d'activité préférentiel. Nombreux sont ceux de leurs descendants qui se sont par ailleurs convertis au christianisme et qui ont entrepris des carrières politiques.

Néanmoins, depuis les années 1990 on constate un effort d'organisation des communautés musulmanes de la zone Amérique latine-Caraïbes sur fond d'affirmation religieuse et culturelle.

L'entité la plus développée est, semble-t-il, l'Organisation Islamique pour l'Amérique Latine (OIAL), créée en 1992 et dont le siège se trouve dans la capitale argentine. Parmi ses objectifs se détachent la création d'un interlocuteur unique des communautés musulmanes en matière de religion islamique avec les autorités des divers pays ainsi que l'établissement de contacts « fluides » entre ces communautés et les représentations diplomatiques de pays islamiques accréditées localement. L'OIAL prône une attitude proactive de la part des musulmans d'Amérique latine afin qu'ils assurent eux-mêmes la défense de leurs valeurs. L'organisation s'est dotée d'un bureau chargé de la traduction et de la diffusion en espagnol de sujets d'études islamiques. Enfin, à ce jour, on enregistre la présence d'organismes, de centres d'enseignement ou de prière et d'associations reliées à l'OIAL dans 16 pays d'Amérique latine et 5 pays de la Caraïbe.

L'Islam dans le contexte général de la région

L'Islam est bien présent en Amérique latine et Caraïbes : il a touché le Nouveau Monde mêlé aux différentes vagues d'immigration. Aujourd'hui, il tente de s'y affirmer et de s'y développer loin de ses foyers originels.

Avant de se pencher sur ses expressions extrémistes, il convient d'examiner les conditions d'un développement de l'Islam dans le contexte culturel, social, économique et politique de la région.

³ Chiffres à rapprocher de ceux – également approximatifs - relatifs au Canada (0,6 million) et aux USA (5 millions).

Les facteurs et paramètres pouvant l'aider à prospérer sont nombreux.

- Au plan religieux, le paysage est devenu plus ouvert depuis la moitié du siècle dernier. Le catholicisme a perdu de sa prééminence historique tant dans le fond culturel des populations qu'à travers la place de l'Eglise comme institution. Affaibli en interne par la théologie de la libération, il a vu progresser à ses dépens les églises protestantes, se développer les cultes et pratiques animistes parmi les populations noires et s'afficher un renouveau des cultes séculaires dans les communautés amérindiennes.

- Parallèlement, diverses composantes de la société cherchent un « retour aux sources », inclinaison culturelle à laquelle n'échappent pas les immigrés « arabes » et qu'ont bien identifié leurs éléments les plus prosélytes qui n'hésitent pas à faire référence à la splendeur de Al Andalous dans leur discours en direction des descendants des conquistadores.

- Argument non négligeable au sein des sociétés majoritairement pauvres de la région, l'image de l'Islam est largement assimilée à une réalité du Tiers Monde.

Par ailleurs, le fait que les préceptes de l'Islam proposent un ensemble de règles et de guides séculiers le font apparaître comme un recours face à la pauvreté, à l'échec et à l'exclusion.

- Enfin, au plan politique, le *jihad* que prônent les islamistes contre l'impérialisme américain et toutes ses acceptions et conséquences vient s'inscrire, de façon un peu incongrue mais avérée, dans la lignée du discours et de l'action des révolutionnaires marxistes des années '60 à '80. Ainsi, les mouvements pro- *Hezbollah* d'Argentine et du Venezuela (*voir ci-après*) sont soutenus par des mouvements gauchistes « révolutionnaires » voire intégrés par des membres d'organisations indigénistes (ethnie Wayuu au Venezuela).

Néanmoins, les obstacles à son développement restent importants.

- Les mentalités latino-américaines et caraïbes, bien que diverses et reflétées dans de multiples expressions culturelles, s'intègrent dans un héritage historique pluriséculaire par rapport auquel l'Islam apparaît aussi exotique que nouveau venu. A quelques exceptions près, s'il ne s'est pas converti, le *Turco* est resté culturellement l'étranger, notamment de par sa religion et sa pratique d'un langage liturgique en arabe.

- Par ailleurs, aux références et attaches européennes a succédé l'expansion de l'influence nord-américaine qui a entretenu et renforcé la sécularisation des sociétés de la région, notamment en termes d'organisation politique et sociale.

- Enfin, au plan économique, l'ensemble Amérique latine-Caraïbes ne constitue pas une zone d'investissement prioritaire pour les capitaux moyen-orientaux mais se voit en revanche approché et conquis par les initiatives chinoises et indiennes.

Globalement, on peut donc estimer que l'Islam est encore en terre étrangère en Amérique latine et aux Caraïbes.

Ses possibilités d'une lente expansion sont néanmoins réelles.

Cette expansion, soutenue par le renouveau mondial de l'Islam lui-même relayé localement par la mondialisation de l'information et l'effort prosélyte de ses fidèles, appuyée sur des communautés ponctuellement conséquentes, peut effectivement générer l'apparition d'extrémistes ou favoriser leur action dans un contexte général grevé par de multiples tensions.

Manifestations du terrorisme islamiste

Dans le tourbillon de violences liées de près ou de loin au terrorisme « islamiste », les voisins du sud des Etats-Unis se sont distingués, depuis plus de dix ans, par un calme exceptionnel qui, néanmoins, ne les ont pas exclus de la méfiance de Washington au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

Il est délicat d'accepter comme parfaitement avérées certaines « preuves » avancées concernant l'existence d'activités du terrorisme islamiste aujourd'hui dans la région, même s'il est compréhensible de se recommander en la matière du principe de précaution...

- **Les attentats « historiques » de Buenos Aires des années '90**

L'attentat au véhicule piégé qui détruisit en mars 1992 l'ambassade d'Israël à Buenos Aires provoqua 29 morts et plus de 240 blessés. Il fut revendiqué par une organisation, le *Jihad* islamique, qui prétendait répondre à l'exécution d'un responsable du *Hezbollah* libanais, effectuée un mois plus tôt par l'armée israélienne. Les enquêtes argentine, américaine et israélienne amenèrent à suspecter un soutien de la communauté musulmane de la zone des Trois Frontières⁴, un pilotage par l'ambassade d'Iran et une exécution par des Pakistanais, sans jamais apporter de preuves susceptibles de permettre une action en justice.

Quoi qu'il en soit, cet attentat aura bien mérité toute l'attention des observateurs, du fait qu'il a été perpétré dans une région qui jusque-là n'avait pas été touchée par le terrorisme « arabe » et qu'il est venu frapper dans un pays qui réunit les plus fortes communautés juive et musulmane d'Amérique latine. Il était manifestement lié à la crise israélo-palestinienne. Celle-ci connaissait à l'époque un de ses pics avec l'échec de la conférence de paix de Madrid (fin '91), dû à la poursuite d'installation de colons juifs dans les territoires occupés et suivi en janvier '92 par la condamnation par le CSNU de la politique israélienne en Palestine.

L'attentat au véhicule bourré d'explosifs qui en juillet 1994 détruisit l'immeuble de l'Association Mutuelle Israélite Argentine (AMIA), tua 85 personnes et fit également de très nombreux blessés. Une nouvelle fois, les enquêtes amenèrent à suspecter le soutien iranien et du *Hezbollah* mais ne débouchèrent pas. Une hypothèse avancée fut celle d'une réplique à l'annulation par le président Menem d'un projet de vente d'équipements nucléaires à la Syrie. Cette fois, en effet, le lien avec le conflit israélo-palestinien n'était pas aussi clair : en mai '94 avait été signé au Caire l'accord d'autonomie de la Palestine, suivi de la création de l'Autorité palestinienne, du retrait militaire israélien de Gaza et de Jéricho puis de l'arrivée, début juillet, de Yasser Arafat à Gaza. Néanmoins, une nouvelle fois ce fut la communauté juive qui fut frappée et les intérêts israéliens qui, a priori, furent exclusivement visés.

- **Après 2001**

Depuis 1994, aucune action criminelle spectaculaire n'est venue ébranler la région mais les précédents historiques de Buenos Aires et surtout les attentats du 11 septembre 2001 ont amené les autorités à observer d'un œil plus attentif et suspicieux les communautés musulmanes.

En même temps, les motifs de cette défiance ont connu une réorientation. En effet, au lendemain du *nine-eleven*, « les experts en sécurité » et autres « sources de renseignement »

⁴ A propos de la zone des Trois Frontières : les frontières du Brésil, de l'Argentine et du Paraguay se rejoignent à l'endroit de la confluence du Paraná et de l'Iguazú à quelque 1 000 kilomètres au nord de Buenos Aires. C'est une région touristique internationalement connue (chutes d'Iguazú) et surtout une zone commerciale où l'absence de contrôles douaniers rigoureux facilite de nombreux trafics illégaux ou criminels. Les 3 villes – Puerto Iguazú en Argentine, Foz de Iguazú au Brésil et Ciudad del Este au Paraguay – constituent un ensemble urbanisé dépassant les 700 000 habitants. Ciudad del Este, se range après Hong Kong et Miami parmi les centres commerciaux dispensés de taxes les plus actifs du monde. Elle possède une importante colonie musulmane de plusieurs milliers de personnes, notamment d'origine libanaise, qui regrouperait la moitié des quelque 25 000 « arabes » présents dans la zone des Trois Frontières. Foz de Iguazú vouée au tourisme et à l'exploitation de l'énergie hydroélectrique est également une ville très cosmopolite qui abriterait environ 12 000 musulmans. Côté argentin, avec 40 000 habitants, Puerto Iguazú est comparativement une petite ville, dédiée aux activités touristiques.

américains affirmaient tout de go que al-Qaïda disposait de « bases » terroristes en Amérique latine et aux Caraïbes destinées à préparer des attaques contre les intérêts américains sur zone ou sur le territoire des Etats-Unis. Dans la même démarche tendant à globaliser la menace, ils n'hésitaient pas à pointer du doigt les relations qu'entretenait alors Hugo Chávez avec Saddam Hussein ou Khadaffi et à dépoussiérer au passage la menace cubaine.

Les manifestations d'activités avérées du terrorisme islamiste dans la région sont restées diffuses. Cependant, on peut noter qu'en 2006 et alors que les relations des Etats-Unis avec l'Iran se sont tendues, des indices plus précis en auraient été détectés, mettant à nouveau en accusation le *Hezbollah* et par là même Téhéran.

Sans doute liée au renouveau de l'affirmation religieuse et culturelle évoqué précédemment, la circulation de publications empreintes d'agressivité à l'encontre des « infidèles » a été repérée ici et là, notamment dans les communautés des anciennes colonies britanniques.

Parmi ces dernières, Trinidad et Tobago se distingue par l'existence d'au moins 3 mouvements islamistes radicaux, responsables depuis 2004 de déclarations haineuses : *Jama'at al Murabiteen*, *Waqjihatul Islaamiyyah* et *Jama'at al Muslimeen*. Entre juillet et octobre 2005, 4 attentats à l'explosif frappèrent Port of Spain. Les engins d'une puissance limitée et placés dans des lieux publics firent 2 morts et plusieurs blessés. Ils ne furent pas revendiqués mais, survenus après les attentats à Londres du 7 juillet 2005, ils entraînèrent des enquêtes communes entre les autorités locales et Scotland Yard à propos de probables connexions criminelles. En novembre, le leader de *Jama'at al Muslimeen*, Yasin Abu Bakr, fut traduit en justice pour détention d'armes et propos violents dans sa mosquée.

Un an plus tard, Scotland Yard enquêtait à nouveau sur la participation de musulmans des Caraïbes dans la préparation d'attentats sur des avions de ligne transatlantiques.

Dernier exemple concernant l'implication de Caribéens dans le terrorisme islamiste, en février 2007 à Paris, était jugé Willie Brigitte, ressortissant français de la Guadeloupe converti à l'Islam, pour son implication dans un complot terroriste en Australie.

Quelques jours après le début de l'intervention israélienne au Liban, en juillet 2006, l'organisation baptisée *Hezbollah América Latina*, relayée par sa consœur *Hezbollah Venezuela*, diffusait sur son site Internet *AutonomiaIslamicaWayuu* un message d'avertissement à Israël et aux Etats-Unis leur enjoignant, sous peine d'attaques de représailles, de cesser l'agression au Liban et d'abandonner les projets d'invasion de l'Iran.

Une publication antérieure sur ce même site avait annoncé le début du *jihad* en Amérique pour 2007.

En Argentine, au même moment, le site de *Hezbollah Argentina* diffusait un message de la même tonalité antiaméricaine et anti-israélienne, renouvelant les menaces d'attaques en Amérique latine en riposte à des menaces sur l'Iran.

En octobre 2006, la police municipale d'un quartier de Caracas trouva deux engins explosifs de faible puissance aux abords de l'ambassade américaine. Les dispositifs semblaient essentiellement destinés à attirer l'attention, notamment par la diffusion, lors des explosions, de documents de propagande signés de *Hezbollah Venezuela*⁵. Le surlendemain, l'action était revendiquée par *Hezbollah América Latina* tandis que l'auteur présumé de la tentative de cette action d'éclat, un étudiant vénézuélien (José Miguel Rojas Espinoza) qui avait été arrêté par la police, se voyait attribuer le titre de *moudjahid*.

En décembre 2006, la zone des Trois Frontières fut à nouveau montrée du doigt par les autorités américaines et plus particulièrement par le Département du Trésor. Celui-ci dénonça l'existence d'un réseau constitué de 9 commerçants d'origine libanaise, résidant à Ciudad del Este ou à Foz de Iguazú, et se consacrant à la collecte de fonds et au recrutement

⁵ Entre autres : « Monde Islamique, Civilisation de Dieu, le combat est ma plus grande expression d'amour, l'unique voie pour vous offrir un monde sain et sans corruption ».

de volontaires au profit du *Hezbollah*. Le réseau « *Barakat* » (du nom du premier voyageur de commerce libanais qui s'installa à Foz dans les années '50) aurait depuis 2004 collecté « des milliers de millions » de dollars, selon les autorités américaines, qui firent publiquement état de ses activités en donnant noms et adresses de ses membres. Elles précisèrent néanmoins que l'information divulguée n'induisait aucune action en justice contre les entreprises privées citées et n'invitait aucun gouvernement à en faire usage... Sans surprise, les gouvernements des trois pays concernés estimèrent que cette information n'apportait « aucun élément nouveau pouvant leur permettre d'affirmer la présence de terroristes dans la région, ni même le financement du terrorisme ».

En fait, cette réaction officielle ne présume en rien de la réalité d'une coopération entre les services américains et ceux des trois pays sud-américains dans la surveillance des manifestations d'activités liées au terrorisme islamiste dans cette région, coopération qui semble assidue depuis les attentats de Buenos Aires et s'est renforcée depuis 2001 dans le cadre du « mécanisme de coopération régionale 3+1 ».

Enfin, parmi les récents événements marqués au coin des dernières tensions internationales, en novembre 2006, un juge fédéral argentin a lancé un mandat d'arrêt international à l'encontre de l'ex-président iranien Rafsanjani et de 8 de ses compatriotes, pour leur responsabilité dans l'attentat contre l'AMIA en 1994. Il est intéressant de noter la virulence de la réaction de la communauté musulmane argentine (« *Monsieur le juge, vous insultez notre communauté... vous nous prenez pour des gens stupides...* ») et l'organisation d'une marche de protestation devant l'ambassade d'Israël. La manifestation sur laquelle flottaient des bannières du *Hezbollah* était conduite par des leaders religieux shiites⁶. Plusieurs organisations et mouvements politiques « révolutionnaires » s'y étaient joints.

Cadre régional de la lutte anti-terroriste après 2001

Le *nine-eleven* marqua un tournant dans la coopération en matière de lutte contre le terrorisme sur le continent américain. L'Organisation des Etats Américains (OEA) lui en fournit naturellement le cadre en enregistrant en juin 2002 la signature, par ses 34 Etats membres, de la Convention Interaméricaine de Lutte contre le Terrorisme (CICTE).

A ce jour, 23 pays ont ratifié cette convention⁷ dont l'application est pilotée par un comité du même nom intégré au sein de l'OEA.

Selon ses statuts, le CICTE « est la principale organisation du système interaméricain chargée de la coordination des efforts visant à protéger les citoyens des pays membres contre les menaces liées au terrorisme. Dans le cadre de cette organisation, les dirigeants, les spécialistes et les décideurs les plus qualifiés collaborent et échangent des renseignements afin de renforcer la solidarité et la sécurité à l'échelle de l'hémisphère ».

L'objectif de la convention signée en juin 2002 est de « prévenir, punir et éliminer le terrorisme » grâce au renforcement de la coopération interétatique dans de très nombreux domaines listés dans une série d'articles. On y relève notamment : la lutte contre le financement du terrorisme (en particulier saisies de fonds, actions contre le blanchiment d'argent), le contrôle aux frontières, le rapprochement des services spécialisés, la lutte contre le laxisme migratoire et le développement de programmes d'entraînement à différents niveaux.

⁶ Abdallah Madani directeur de l'Association Argentinienne Islamique et du Foyer Arabe Argentin ; Mohsen Ali directeur de la Maison pour la Diffusion de l'Islam en Argentine.

⁷ Les derniers ont été le Guyana et l'Uruguay en janvier 2007 ; les USA ont ratifié la CICTE en novembre 2005.

La question du terrorisme islamiste et l'actualité régionale récente

Dans les évolutions récentes du contexte régional, deux éléments majeurs sont venus se superposer et renforcer l'attention portée par les autorités américaines aux manifestations actuelles et futures de l'existence et, a fortiori, de la virulence du terrorisme islamiste.

Il s'agit de la multiplication de gouvernements « de gauche » et des efforts développés par Téhéran pour accroître ses relations avec ceux-ci.

Désormais, la liste est longue des pays majeurs de la zone qui, depuis les derniers sommets houleux des Amériques (Monterrey en 2004 puis Mar del Plata en 2005), ont confirmé au travers de l'élection de présidents « de gauche » le rafraîchissement des relations entre les Etats-Unis et l'Amérique du Sud ou, au moins, une prise de distance d'avec Washington.

Cette évolution s'est doublée d'un raffermissement, certes lent et chaotique, des solidarités entre *latinos*, mais qui, dans l'ensemble, influe à l'heure de prendre une position officielle délicate vis-à-vis de l'administration américaine (condamnation de la guerre en Irak, refus de l'immunité vis-à-vis du TPI pour les soldats américains ...).

Le chef de file incontesté et outrancier de cette évolution est bien entendu le Vénézuélien Hugo Chávez, dont l'interventionnisme régional s'est doté d'un projet global, l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA), et s'appuie sur la ressource pétrolière de son pays.

L'élection de Daniel Ortega au Nicaragua vient de lui donner un premier allié en Amérique centrale, tandis que les liens se renforcent depuis 2005 avec les Caraïbes⁸ où ses ambitions comptèrent d'entrée avec le soutien de Fidel Castro.

Si Cuba est toujours classé parmi les pays soutenant le terrorisme, le Venezuela a, pour sa part, non seulement « virtuellement cessé sa coopération dans la lutte globale contre le terrorisme » mais est devenu un « point d'entrée potentiel pour des terroristes ». Ses contacts avec des Etats soutenant le terrorisme inquiètent. De même que le soutien que lui exprime le *Hezbollah Venezuela* dont le leader Teodoro Darnot appelait à voter Chávez en décembre dernier.

Par ailleurs, des réactions comme celles de la communauté musulmane argentine au sujet de l'ordre d'arrêt international contre des Iraniens et l'appui reçu de la part de mouvements de gauche ne sont pas passés inaperçus à Washington.

Il semblerait en fait que les Etats Unis craignent que plusieurs pays entraînés par leurs discours « progressistes » ne baissent la garde devant une menace qu'ils perçoivent mal et n'aggravent une situation déjà alarmante dans le domaine de la sécurité : narcotrafic, corruption, faiblesses institutionnelles et réglementaires, efforts insuffisants en matière de contre-terrorisme.

Dans ce contexte, les visites du président iranien Ahmadinejad dans la région, fin 2006 et début 2007, sont venues rajouter à l'inquiétude de Washington. Après les voyages répétés de M. Chávez à Téhéran, le président iranien, jouant sur les mêmes registres de la ressource pétrolière et du discours anti-impérialiste que « son frère » vénézuélien, a renforcé ou établi des liens inédits avec quatre pays importants à divers titres : Venezuela, Equateur, Bolivie et Nicaragua.

Pour Washington, les responsables latino-américains concernés se prêtent sans doute là à des jeux dangereux d'apprentis sorciers. En effet, plus risquée que les discours anti-américains et la promotion d'options radicales au sein de l'OPEP, cette fraternisation sur la base de deux radicalismes - religieux shiite et laïque socialo-bolivarien - étrangers l'un à l'autre, est susceptible de provoquer une pénétration des conflits des Proche et Moyen-Orient dans la région.

⁸ En 2005, 13 pays des Caraïbes ont signé avec le Venezuela un contrat pétrolier destiné à « renforcer leur indépendance » ; en février 2007, Antigua et Barbuda, la République dominicaine, Saint Vincent et Grenadines ont signé leur intégration à l'ALBA, rejoignant le Venezuela, Cuba, la Bolivie et le Nicaragua.

La stabilité de celle-ci ne peut qu'en pâtir, de même que les intérêts américains. Si bien que l'appel lancé en février d'attaquer les installations pétrolières du Mexique et du Venezuela fournissant les Etats-Unis, même s'il émane d'al-Qaïda et non d'Iran, ne peut que renforcer **l'impression de Washington que, désormais, le terrorisme islamiste est vraiment en train de s'installer sur le pas de sa porte.**

Perspectives

Il est prudent de ne pas se montrer optimiste.

Certes, les difficultés de développement de l'Islam dans la zone Amérique latine-Caraïbes sont réelles. Toutefois, les caractéristiques de son implantation dans quelques pays comme l'Argentine, le Paraguay, le Venezuela ou l'ensemble Guyana, Suriname, Trinidad et Tobago sont d'ores et déjà favorables à l'implication de quelques individus dans des actions de soutien au terrorisme islamiste voire à des actions directes sur zone.

La situation des différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes n'est pas susceptible, par elle-même et pour des raisons internes propres, de générer aujourd'hui des expressions violentes du terrorisme islamiste.

En revanche, ses quelques manifestations actuelles font déjà écho à une actualité hors des frontières régionales. Son développement et son expression par d'éventuelles actions spectaculaires seront très probablement liés à des événements extérieurs concernant en priorité les Proche et Moyen-Orient. A ce titre, le développement des relations avec l'Iran apparaît comme un élément susceptible d'accroître cette sensibilité.

Le manque de fiabilité, d'expérience et de moyens des appareils de sécurité nationaux laisse la plupart des pays dans un état de grande vulnérabilité initiale devant l'éventualité d'une montée de la menace.

Si celle-ci devait se préciser, les risques les plus importants sembleraient devoir peser sur des activités reflétant la présence américaine dans la zone, du fait de l'amalgame pouvant être fait entre le rejet de la politique étrangère de Washington et celui, bien enraciné, de la présence des « *gringos* » dans la région.

A ce titre, les activités liées aux différents volets de l'exploitation des ressources naturelles énergétiques pourraient être visées en priorité, compte tenu notamment, mais non exclusivement, de la situation politique interne de plusieurs pays producteurs.

Par ailleurs, certaines parties de l'ensemble Amérique latine-Caraïbes qui accueillent d'importantes activités touristiques rassemblant une forte clientèle occidentale pourraient être frappées par des actions terroristes majeures visant les moyens de transport et autres « objectifs mous ».

Pour ce qui est du court terme, l'observation des événements de ces dernières années permet d'estimer qu'une action spectaculaire du terrorisme islamiste, du niveau des attentats de Buenos Aires des années '90, peut difficilement se concevoir dans la zone Amérique latine-Caraïbes sans une participation active d'origine extérieure.